

**Canada - CETA - Climat - Syrie -
Point de presse conjoint de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
et de Mme Chrystia Freeland,
ministre canadienne des affaires
étrangères - Propos de M. Le Drian**
(Paris, 26 février 2018)

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous dire que j'ai eu le grand plaisir d'accueillir Mme Chrystia Freeland, ministre des affaires étrangères du Canada pour des entretiens bilatéraux de grande qualité, d'abord parce que nos deux pays ont une longue histoire de travail en commun. Nous avons convenu ensemble que lorsque l'on a des fortes relations, il faut les entretenir pour qu'elles se renouvellent et se renforcent. C'est ce que nous avons fait d'autant plus facilement que le Canada préside en 2018 le G7 et que la France présidera le G7 en 2019. Nous avons convenu tous les deux de faire en sorte qu'il y ait une sorte de continuité dans les thèmes et dans l'action que nous voulons mener à la tête de ce forum international.

Au cours de cet entretien, nous avons aussi pu évoquer de nombreuses questions sur lesquelles nous travaillons en commun, que ce soient les questions liées à la paix et à la sécurité - nous avons beaucoup évoqué la question de la prolifération, singulièrement en Corée du Nord - mais nous avons aussi abordé d'autres sujets régionaux, que ce soit la question ukrainienne ou celle du Venezuela.

Nous avons l'un et l'autre la même volonté de faire en sorte que des solutions pacifiques et politiques soient mises en oeuvre pour résoudre ces crises dans un cadre multilatéral.

Par ailleurs, nous savons que le Premier ministre Trudeau devrait venir à Paris dans le courant du mois d'avril, nous sommes en discussion sur les dates précises, et parallèlement à cela, le président Macron se rendra en visite officielle au Canada autour de la réunion du G7 du mois de juin.

Tout cela est le signe d'une volonté commune d'actions et d'identités de vues sur beaucoup de sujets.

Nous avons évoqué les questions commerciales avec la volonté partagée, et peut-être que les deux rendez-vous dont je parle pourront être l'occasion définitive de faire que sur les dimensions climatiques et environnementales, nous puissions avoir, dans le cadre du plan d'actions que nous avons souhaité, un renforcement de notre coopération bilatérale qui donne

au CETA une dimension environnementale très forte.

Nous sommes convenus d'essayer d'aboutir sur ces propositions dans le cadre des échanges au plus haut niveau qui auront lieu dans quelques semaines.

Dans un ordre d'idées différent, et je m'en réjouis, nous avons convenu d'établir ensemble, dans le cadre d'une relation bilatérale renforcée, une feuille de route sur le développement permettant aux efforts renforcés désormais par la France et aux efforts significatifs initiés depuis longtemps par le Canada, de parvenir à ce que le développement soit une priorité dans nos relations bilatérales. Nous avons décidé de mettre tout cela sur la table de travail pour avoir des résultats, soit au premier entretien, soit au second, en tout cas avant l'été, pour renforcer l'ampleur de notre collaboration bilatérale et faire en sorte, entre autres, que l'accord commercial soit un accord exemplaire, un accord de nouvelle génération qui soit significatif de ce que peuvent être demain les accords commerciaux entre l'Union européenne et d'autres partenaires. La France y contribuera le mieux possible.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les éléments centraux de nos discussions qui se sont déroulées lors d'un échange et dans un état d'esprit très amical, ce dont je me réjouis.

Q - Monsieur le Ministre, je souhaitais revenir sur la résolution que l'ONU a mise en place et qui n'est toujours pas respectée. Quelle est votre position ?

R - Sur ce point, la France a été tout à fait déterminée à soutenir la résolution adoptée à l'unanimité. C'est une avancée, encore faut-il qu'elle soit respectée intégralement par l'ensemble des parties prenantes. Le secrétaire général des Nations unies vient d'affirmer cette impérieuse nécessité pour éviter des bains de sang. Le président Macron l'a encore redit dans la matinée. La France est très fermement décidée à obtenir de l'ensemble des acteurs le fait qu'ils cessent tout simplement le feu et que l'on puisse enfin permettre à l'aide humanitaire de se déployer pour évacuer les 700 à 800 personnes qui se trouvent dans un état de détresse avancée et que cette période de 30 jours de trêve puisse permettre le début d'un processus politique.

Il y urgence, il y a une responsabilité de l'ensemble des acteurs et il importe en ce moment que les pays directement concernés puissent faire pression sur l'ensemble des acteurs pour que ce cessez-le-feu soit mis en oeuvre dans les plus brefs délais./.